L'Orient-Le Jour

Mardi 20 novembre 2018

Carlos Ghosn dans de beaux draps

C’est un véritable coup de tonnerre qui vient d’ébranler le secteur automobile mondial. Carlos Ghosn, l’homme d’affaires franco-libano-brésilien adulé au pays du Soleil levant pour avoir sauvé de la faillite Nissan à la fin des années 1990, a été arrêté hier à Tokyo en raison de soupçons de malversations suite à une enquête interne menée par l’entreprise sur la base d’un rapport transmis par un lanceur d’alerte. Nissan souhaite désormais démettre le dirigeant de son poste dans les meilleurs délais.

Considéré comme l’un des plus grands patrons d’industrie du monde, Carlos Ghosn dirige les conseils d’administration de Nissan et Mitsubishi Motors (MMC) et occupe le poste de PDG au sein du groupe français Renault.

Tombée en fin d’après-midi hier dans la capitale japonaise, la nouvelle fracassante a été relayée par les médias du pays qui indiquaient que Carlos Ghosn était entendu par le parquet de Tokyo, avant d’être arrêté, soupçonné d’avoir dissimulé des revenus au fisc.

Des faits qui n’ont pas tardé à être confirmés par Nissan dans un communiqué contenant des détails accablants pour l’homme d’affaires régulièrement encensé dans la presse libanaise et internationale.

« Le côté obscur de l’ère Ghosn »

Selon Nissan, Carlos Ghosn « a, pendant de nombreuses années, déclaré des revenus inférieurs au montant réel ». « En outre, de nombreuses autres malversations ont été découvertes, telles que l’utilisation de biens de l’entreprise à des fins personnelles », a ajouté le groupe qui avait ensuite transmis ces informations au parquet de Tokyo. Selon la chaîne de télévision publique NHK, le siège de Nissan à Yokohama, près de Tokyo, a également été perquisitionné.

S’exprimant lors d’une conférence de presse hier, l’actuel PDG, Hiroto Saikawa, a notamment assuré que cette affaire n’allait pas affecter l’alliance entre Nissan, Renault et MMC. Il a en outre annoncé que le conseil d’administration de Nissan allait se réunir jeudi pour voter le départ de l’homme d’affaires. « C’est un problème que tant d’autorité ait été accordée à une seule personne », a également déclaré Hiroto Saikawa. « Je dois dire que c’est un côté obscur de l’ère Ghosn », et, « à l’avenir, nous devons nous assurer de ne pas nous appuyer sur un individu en particulier », a-t-il ajouté. Un autre responsable au sein du groupe, Greg Kelly, est également mis en cause, a enfin précisé Nissan.

En soirée, MMC a annoncé qu’il allait à son tour « proposer au conseil d’administration de démettre rapidement Carlos Ghosn de son titre de président ». « Nous allons conduire une enquête interne pour déterminer si M. Ghosn a commis des malversations similaires au sein de MMC », a ajouté le constructeur d’automobiles japonais dans un communiqué. Renault a, de son côté, déclaré avoir « pris connaissance » des informations diffusées par Nissan et prévoit de réunir son conseil d’administration « au plus vite ».

La France « extrêmement » vigilante

En fin de matinée, le président français, Emmanuel Macron, a déclaré que l'État français, qui est actionnaire de Renault, sera « extrêmement vigilant à la stabilité » du constructeur français et de l'alliance avec Nissan. « Il est trop tôt pour se prononcer sur la réalité des faits », a déclaré le président français, interrogé au cours d'une conférence de presse à Bruxelles avec le Premier ministre belge Charles Michel. Plus tard dans la journée, le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, a martelé que « la première préoccupation » de la France était de maintenir « la stabilité » de Renault et de consolider son alliance avec Nissan.

Renault Sport Racing, filiale sportive de Renault, a affirmé de son côté n'avoir « aucun commentaire à faire », alors que le syndicat CFE-CGC du groupe Renault s'est dit « inquiet » pour l'avenir du constructeur, tandis que la CGT appelait dans un communiqué à une « réforme de la direction ». La nouvelle a sans surprise plombé le cours des actions de Renault à la Bourse de Paris, qui ont terminé en baisse de 8,43 % en fin de séance. La Bourse de Tokyo, où sont cotés Nissan et MMC, était fermée quand les premières rumeurs ont été diffusées.

« Mr Fix It »

C'est au printemps 1999 que Carlos Ghosn a débarqué à Tokyo pour redresser Nissan, tout juste uni au français Renault. Il avait été nommé PDG deux ans plus tard. Surnommé « cost-killer » (le « tueur de coûts ») ou encore « Mr Fix It » (« M. répare-le »), il avait transformé un groupe en pleine débâcle – Nissan était alors endetté à hauteur de 22 milliards de dollars et faisait face à un effondrement de ses parts de marché – en une société très rentable au chiffre d'affaires annuel de près de 100 milliards d'euros.

En avril 2017, il avait passé le relais à la tête de Nissan à son dauphin, Hiroto Saikawa, tout en restant à la tête du conseil d'administration, pour se concentrer davantage sur l'alliance avec Renault et MMC Motors qu'il a portée au sommet de l'industrie automobile mondiale. En tant que PDG de Nissan, il avait touché pour la période d'avril 2016 à mars 2017 quasiment 1,1 milliard de yens (8,8 millions d'euros au cours de l'époque). Il gagne en outre plus de 7 millions d'euros par an au titre de PDG de Renault, qu'il dirige depuis 2009 (il en était directeur général depuis 2005).

Équilibres complexes

Carlos Ghosn a également sauvé MMC fin 2016 en prenant, via Nissan, une participation de 34 % dans le groupe alors empêtré dans un scandale de falsification de données. Le partenariat Renault-Nissan-Mitsubishi est aujourd'hui une construction aux équilibres complexes, constituée d'entreprises distinctes liées par des participations croisées non majoritaires. Renault détient 43 % de Nissan, qui possède 15 % du groupe au losange, tandis que Nissan possède 34 % de son compatriote Mitsubishi Motors. Des rumeurs de fusion avaient filtré récemment.

Les accusations portées contre Carlos Ghosn, qui a forgé seul cette alliance, sont un coup dur pour le trio franco-japonais qui revendique le titre de premier ensemble automobile mondial, avec 10,6 millions de voitures vendues l'an dernier, dépassant ses rivaux Toyota ou Volkswagen. « S'il est arrêté, cela va chambouler l'alliance dont il est la pierre angulaire », avait commenté avant les informations de presse sur son arrestation Satoru Takada, analyste au sein du cabinet d'études TIW.